



## Fiche documentaire n°. 3: «Cibler» les pauvres est une mauvaise politique

### Le soutien en faveur de la sécurité et de l'égalité est fort: 48 000 personnes donnent leur avis

- Faisant valoir que la sécurité économique de base pour tous devrait être un objectif de développement et un *droit* socio-économique, ce rapport de l'OIT montre que beaucoup de politiques classiques qui sont préconisées dans le cadre de programmes de lutte contre la pauvreté ne parviennent pas à atteindre les pauvres.
  - On considère d'ordinaire que les ressources publiques étant limitées, leur utilisation devrait être davantage ciblée sur les pauvres. Le résultat a été qu'on a eu davantage recours à des enquêtes sur les ressources des individus et autres formes de sélectivité. Mais l'analyse des données provenant d'enquêtes sur les familles et les travailleurs à faible revenu dans les pays en développement montrent qu'en réalité, ils n'ont souvent pas connaissance des prestations auxquels ils ont droit et que les pauvres sont toujours moins susceptibles de recevoir ces prestations que les non-pauvres. Par conséquent, les taux de *perception des prestations* des programmes d'assistance sociale sont habituellement très bas.
  - Les enquêtes de l'OIT sur la sécurité des personnes, couvrant des milliers de familles dans 15 pays, montrent qu'il s'agit du cas de figure habituel. En Éthiopie, par exemple, les non-pauvres sont plus susceptibles de participer au programme «vivre contre travail», censé cibler les pauvres. En Indonésie, le programme de subvention au riz a également favorisé les non-pauvres d'une manière disproportionnée.
  - Le rapport de l'OIT sur la sécurité économique évalue une vaste gamme de politiques présentées comme des moyens de réduire la pauvreté, comme les programmes de travaux publics, de mise au travail des allocataires sociaux, les programmes «vivre contre travail» et les programmes d'assistance sociale. La plupart ne satisfont pas à un ou deux «critères» au regard desquels, selon le rapport, ces politiques devraient être évaluées, c'est-à-dire qu'elles devraient réduire l'insécurité économique des plus vulnérables et, ce faisant, ne pas limiter leur liberté.
  - Parallèlement, il existe un fort soutien en faveur de la réduction de la pauvreté et de l'inégalité exprimé par les 48 000 personnes interrogées dans le cadre des enquêtes sur la sécurité des personnes menées par l'OIT dans 15 pays.
  - Dans le monde entier, nombre de personnes sont favorables au principe selon lequel les gouvernements devraient essayer de faire en sorte que chacun ait un revenu qu'on ne devrait pas laisser descendre au-dessous d'un certain seuil, une sécurité de base minimum. Plus de 80% des gens dans des pays comme la Hongrie et la Chine étaient favorables à ce principe. Le soutien demeurerait élevé même lorsqu'on demandait aux personnes interrogées si elles y seraient favorables s'il fallait augmenter les impôts.
- Parmi les autres constatations importantes, on peut brièvement citer les suivantes:
- Dans des pays aussi différents que la Hongrie, l'Indonésie, la Russie et l'Afrique du Sud, plus de deux personnes sur cinq sont favorables à un plafonnement du revenu.
  - Une majorité absolue dans divers pays estime que l'inégalité de revenu est excessive, constatation qui est particulièrement nette en Indonésie et aux Philippines. Les gens qui vivent dans les zones rurales sont généralement plus favorables à des politiques progressistes pour réduire les inégalités de revenu que ceux qui vivent dans les zones urbaines, encore qu'une majorité dans les deux types de zone y soit favorable. En Indonésie, 73% des ruraux estimaient que les salaires devraient être plafonnés, contre 60% des résidents des zones urbaines.



- Ceux qui sont dans l'insécurité économique, au plan de leur revenu, de leur emploi et de leur situation professionnelle, sont plus susceptibles d'avoir des opinions intolérantes, surtout envers les migrants et les minorités raciales.
- Les femmes sont plus susceptibles d'être égalitaristes que leurs homologues masculins dans divers pays, bien que cela ne soit pas vrai de tous les pays dans lesquels une enquête a été menée.
- Les gens sont nettement favorables à ce qu'on donne une sécurité du revenu à ceux qui accomplissent des activités qui ne relèvent pas du marché du travail comme les soins dans le milieu de vie, de la même manière que pour ceux qui ont des activités relevant du marché du travail.
- Classant les gens en «fatalistes» ou «individualistes», le rapport suggère que les individualistes sont en réalité plus susceptibles d'être favorables à la mise en place d'un revenu minimum pour leurs concitoyens, mais moins susceptibles d'être favorables à un plafonnement du revenu. Selon le rapport cela a des conséquences pour les dirigeants politiques, étant donné que l'augmentation du niveau d'éducation et une plus grande exposition à la vie moderne s'accompagnent généralement d'un développement de l'individualisme.
- Dans les pays où la question a été posée, on a constaté qu'il y avait un soutien considérable en

favorable de la proposition préconisant que les impôts soient relevés pour permettre au gouvernement de réduire la pauvreté. Au Ghana, près de trois personnes interrogées sur quatre ont répondu dans ce sens.

- En Chine, seule une petite minorité de personnes interrogées se sont dites «satisfaites» des politiques publiques visant à atténuer la pauvreté ou à mettre en place une protection sociale.

Chine: Degré de satisfaction à l'égard de la politique des pouvoirs publics (répartition des avis, exprimée en pourcentage, sur les domaines de la politique)

	Satisfaisant (%)	Assez bien (%)	Insatisfaisant (%)	Sans opinion (%)
<b>Policy</b>				
Atténuation de la pauvreté	9.5	36.3	36.6	17.6
Revenu minimum urbain garanti	7.3	34.1	43.1	15.6
Sécurité sociale	7.1	34.6	45.5	12.9
Service de l'emploi public	7.0	30.2	48.4	14.4
Indemnités de chômage	5.9	31.3	45.4	17.4

Source: ESP-Chine, 2001.

- Le rapport de l'OIT conclut que, contrairement aux allégations de beaucoup d'observateurs soutenant que les gens en sont venus à accepter une inégalité forte et que l'individualisme égoïste domine les courants de pensée, ces résultats montrent qu'il existe toujours un sentiment largement répandu favorable à la *solidarité sociale* et à une réduction de l'inégalité et de l'insécurité du revenu.